

REUNION DE PRESSE DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING LIBREVILLE, LE 8 AOÛT 1976

« POLITIQUE EXTERIEURE » RELATIONS FRANCO - GABONAISES « JE SUIS VENU
REPONDRE A VOS QUESTIONS, SI VOUS EN AVEZ, CONCERNANT LA NATURE DE NOS
ENTRETIENS, LA PORTEE DES RELATIONS FRANCO - GABONAISES ET DES DIFFERENTS
SUJETS QUE NOUS AVONS TRAITES AVEC LE PRESIDENT BONGO. QUESTION.- MONSIEUR
LE PRESIDENT, PARLANT DE LA COOPERATION FRANCO - AFRICAINE, VOUS AVEZ DIT
TOUT DERNIEREMENT QUE LE GABON A UN ROLE TRES IMPORTANT A JOUER EN
AFRIQUE. POUVEZ-VOUS NOUS EXPLIQUER CE ROLE ? LE PRESIDENT.- J'AI INDIQUE EN
EFFET QUE LE GABON AVAIT UN ROLE IMPORTANT A JOUER EN AFRIQUE D'ABORD EN-
RAISON DE L'ETENDUE DE SES RESSOURCES. LE GABON EST EN EFFET UN PAYS QUI, DU
POINT DE VUE DE SON NIVEAU DE VIE, DU POINT DE VUE DE SES RESSOURCES
PUBLIQUES EN 1976, DU POINT DE VUE DE SES INVESTISSEMENTS PUBLICS, SE
TROUVE ETRE UN DES PAYS LES PLUS ACTIFS D'AFRIQUE ET DE CE FAIT CECI LUI DONNE
A LA FOIS UNE IMPORTANCE ET DES RESPONSABILITES VIS-A-VIS DES AUTRES PAYS
AFRICAINS. LE SECOND MOTIF DE CE ROLE IMPORTANT DU GABON DANS LA VIE DU
CONTINENT AFRICAIN, C'EST LA CONDUITE DE SA POLITIQUE EXTERIEURE ET LES
OPTIONS PRISES PAR LE PRESIDENT BONGO ET COMME JE L'INDIQUAIS DANS MON
DISCOURS LORS DU PREMIER JOUR, SES ORIENTATIONS, SES OPTIONS SONT TRES
PARALLELES A CELLES QUE NOUS PRENONS NOUS-MEMES. D'UNE PART, LE GABON A
DIVERSIFIE TRES LARGEMENT SES RELATIONS INTERNATIONALES, D'AUTRE PART IL SE
MONTRE EN TOUTES CIRCONSTANCES PARTISAN DU MAINTIEN OU DE LA RECHERCHE
DU DIALOGUE DANS LA SOLUTION DES PROBLEMES AFRICAINS. ENFIN, LE GABON PENSE
COMME LA FRANCE QUE LA MEILLEURE APPROCHE DES PROBLEMES AFRICAINS EST DE
LAISSER L'AFRIQUE AUX AFRICAINS »

« POLITIQUE EXTERIEURE » RELATIONS FRANCO - GABONAISES « QUESTION.- MONSIEUR
LE PRESIDENT, APRES LES ENTRETIENS QUE VOUS AVEZ EUS AVEC LE PRESIDENT
GABONAIS, AVEZ-VOUS UN MOT A L'ATTENTION DE VOS COMPATRIOTES AU GABON ET
EN FRANCE ? LE PRESIDENT.- DANS LE COMMUNIQUE QUI VIENT D'ETRE PUBLIE, IL EST
FAIT ETAT DE LA COMPREHENSION DE LA FRANCE POUR LA POLITIQUE
D'INDEPENDANCE DU GABON. NOS RELATIONS SONT FONDEES SUR LA COOPERATION
MAIS CETTE COOPERATION SUPPOSE LA PLEINE RECONNAISSANCE DE PART ET D'AUTRE
DE L'INDEPENDANCE ET DE LA PERSONNALITE DES ETATS. ET CECI VAUT NOTAMMENT
POUR L'IMPORTANCE DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE. IL EST DONC NATUREL QUE LE
GABON S'EFFORCE DE DEVELOPPER LUI-MEME SES RESSOURCES ET DE PRENDRE LES
DECISIONS ESSENTIELLES CONCERNANT LES MODALITES DE SON DEVELOPPEMENT.
MAIS NOUS AVONS NOTE EN MEME TEMPS QUE LA CONCEPTION DE POLITIQUE
ECONOMIQUE DU PRESIDENT BONGO ET DU GABON, C'EST-A-DIRE CELLE DU
LIBERALISME ORIENTE ET PLANIFIE, FAISAIT UNE LARGE PLACE A CEUX QUI VOULAIENT
CONCOURIR AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU GABON. ET C'EST AINSI D'AILLEURS,
JE L'INDIQUAIS RECEMMENT, QUE LES FRANCAIS QUI TRAVAILLENT A L'HEURE
ACTUELLE DANS L'ECONOMIE GABONAISE SONT PLUS NOMBREUX QU'ILS NE L'ONT
JAMAIS ETE. ET DANS LES TRAJETS QUE J'AI FAITS A L'INTERIEUR DU PAYS, J'AI
RENCONTRE PRECISEMENT CES TRAVAILLEURS FRANCAIS, QUE CE SOIENT DES CADRES,
DES COLLABORATEURS, DES COMMERCIANTS, DES ARTISANS, DES OUVRIERS, DES

QUE CE SOIENT DES COMMERÇANTS, QUE CE SOIENT DES TRAVAILLEURS DE L'INDUSTRIE DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS DU PAYS. SI BIEN QUE TOUT EN COMPRENANT LA POLITIQUE D'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE DU GABON, JE PENSE QU'IL Y A UNE PLACE IMPORTANTE, SIGNIFICATIVE POUR CEUX DES FRANÇAIS QUI VEULENT CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU GABON ET J'AI ÉTÉ HEUREUX DE VOIR QUE LE PRÉSIDENT BONGO PARTAGEAIT CE POINT DE VUE ET M'EN DONNAIT L'ASSURANCE.

QUESTION.- MONSIEUR LE PRÉSIDENT, LE FRANC CFA EST ÉTROITEMENT LIÉ AU FRANC FRANÇAIS. ET DEPUIS QUELQUES SEMAINES VOTRE MONNAIE BAISSÉ PAR RAPPORT AUX MONNAIES FORTES. QUELLES MESURES COMPTE-PRÉNDRE LA FRANCE POUR SAUVEGARDER LE POUVOIR D'ACHAT DES PAYS AYANT CONSERVÉ LE FRANC CFA ? LE PRÉSIDENT.- EN RÉALITÉ, L'ÉTAT ACTUEL DU SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL, VOUS LE SAVEZ, EST CELUI DU FLOTTEMENT GÉNÉRAL DES MONNAIES. CELA N'EST PAS UN SYSTÈME DONT NOUS ÉTIIONS PARTISANS EN DOCTRINE. NOUS PENSONS QUE LE SYSTÈME REPOSANT SUR DES PARITÉS FIXES AURAIT SANS DOUTE ASSURÉ DE MANIÈRE PLUS STABLE LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE MONDIALE. MAIS À PARTIR DU MOMENT OÙ LA TOTALITÉ DES GRANDES MONNAIES DU MONDE SE TROUVE ÊTRE DES MONNAIES FLOTTANTES, LE SYSTÈME EST UN SYSTÈME DANS LEQUEL LES TAUX DE CHANGES SONT ACTUELLEMENT FLOTTANTS. DANS UN SYSTÈME DE TAUX DE CHANGES FLOTTANTS, IL Y A NECESSAIREMENT DES MOUVEMENTS DANS UN SENS ET DANS L'AUTRE. NOUS AVONS CONNU DEPUIS 1975 DES MOUVEMENTS SUCCESSIFS D'APPRECIATION DU FRANC. NOUS AVONS CONNU ÉGALEMENT DES MOUVEMENTS DU SENS CONTRAIRE. À L'HEURE ACTUELLE, IL EXISTE UN CERTAIN NOMBRE DE FLUCTUATIONS MONÉTAIRES, SANS DOUTE L'APPRECIATION DE CERTAINES DEVISES FORTES ET PAR CONTRE DES MOUVEMENTS QUI AFFECTENT DIVERSES AUTRES MONNAIES. LA POSITION DE LA FRANCE, C'EST DE S'EN TENIR À LA DÉCISION QUI A ÉTÉ PRISE IL Y A QUELQUES MOIS, C'EST-À-DIRE DE LAISSER FONCTIONNER LES MÉCANISMES MONÉTAIRES. NOUS SOMMES CONVAINCUS EN EFFET QUE NOTRE SITUATION MONÉTAIRE EST SAINÉ. NOUS AVONS À L'HEURE ACTUELLE UN COMMERCE EXTÉRIEUR ÉQUILIBRÉ, LA MEILLEURE SITUATION DE FINANCES PUBLIQUES D'EUROPE EN 1976 ET EN 1977 ET NOUS PENSONS QUE C'EST À PARTIR D'UNE APPRECIATION OBJECTIVE DE LA SITUATION MONÉTAIRE DE LA FRANCE ET DONC LES ÉTATS QUI SE TROUVENT PARTICIPER À CETTE VIE MONÉTAIRE, QUE S'ÉTABLIRA LA VALEUR DE NOS MONNAIES.

QUESTION.- MONSIEUR LE PRÉSIDENT, VOUS SAVEZ QUE LE PROBLÈME DU DÉVELOPPEMENT DU TIERS-MONDE CONCERNE AU SURTOUT L'AMÉNAGEMENT DES INDUSTRIES INTÉGRÉES. DANS QUELLE MESURE LE PROGRAMME FRANÇAIS VA-T-IL CONTRIBUER À LA CRÉATION SUR PLACE D'INDUSTRIES INTÉGRABLES ? LE PRÉSIDENT.- C'EST DÉJÀ LE CAS PUISQUE, DANS LA TECHNIQUE FISCALE QUI EST CELLE DU GOUVERNEMENT GABONAIS, ET QUI CONCERNE CETTE PROVISION DIVERSIFIÉE DU POINT DE VUE FISCAL, VOUS SAVEZ QUE PAR EXEMPLE L'É-GABON EST CONDUIT À PRENDRE DES PARTICIPATIONS DANS UN CERTAIN NOMBRE D'ACTIVITÉS INDUSTRIELLES INTÉGRÉES. DE FAÇON PLUS SIGNIFICATIVE ENCORE, JE VOUS DIRAI QUE NOUS ALLONS MENTIONNER DANS LE COMMUNIQUÉ L'ÉTUDE PUIS LA RÉALISATION D'UNE USINE DE TRAITEMENT DES FERRO-MANGANESE QUI REPRÉSENTE LE TYPE MÊME DE L'INTÉGRATION INDUSTRIELLE PUISQUE C'EST L'UTILISATION DU MINÉRAI DE MANGANESE DE LA RÉGION DU HAUT TOGUE. D'UNE FAÇON GÉNÉRALE, NOUS SOMMES FAVORABLES À LA VALORISATION SUR PLACE DES RESSOURCES NATURELLES DU GABON ET NOUS PENSONS QUE LA VALEUR AJOUTÉE À CES RESSOURCES NATURELLES DEVRAIT S'ACCROÎTRE SENSIBLEMENT AU COURS DES PROCHAINES ANNÉES. VOUS SAVEZ QUE DANS LE DOMAINE DU PÉTROLE LE RAFFINAGE QUI PORTE ACTUELLEMENT SUR 1 MILLION DE TONNES DE PÉTROLE DOIT ÊTRE PORTE À 2 MILLIONS DE TONNES ET DONC IL A AUSSI IL A VAI FUIR À LOUITFF RAFFINEFF AU PÉTROLE EXTRAIT AU GABON.

DONC LA MOINS LA VUEUR ASSUEE NATIUEE AS PETROLE EXTRAI AS GABON,
`POLITIQUE EXTERIEURE ` COMMERCE EXTERIEUR` QUESTION.- L'AFRIQUE ENTIERE A
CONDAMNE LA VENTE PAR LA FRANCE DE CENTRALES NUCLEAIRES STRATEGIQUES OU
PAS, A L'AFRIQUE_DU_SUD. ON SAIT D'AUTRE_PART, MONSIEUR LE PRESIDENT, QUE
VOUS VOUS PORTEZ GARANT EN CE QUI CONCERNE L'AMITIE ET LA COOPERATION
FRANCO - AFRICAINES. COMMENT _COMPTEZ-VOUS CONCILIER CETTE VOLONTE DE
COOPERATION AVEC L'AFRIQUE ET LES INTERETS ECONOMIQUES DE VOTRE PAYS QUE
REPRESENTENT LES ECHANGES AVEC L'AFRIQUE_DU_SUD. LE PRESIDENT.- JE DIRAIS
PLUTOT QUE L'AFRIQUE ENTIERE S'EST PREOCCUPEE DE LA VENTE DE CES ARMES
NUCLEAIRES, S'EN EST INQUIETEE, LE TERME NUCLEAIRE EVOQUANT EN EFFET LE
DANGER, LE RISQUE POSSIBLE D'UNE UTILISATION A D'AUTRES FINS. OR NOUS AVONS
ETE CONDUITS A DONNER DES EXPLICATIONS A L'ENSEMBLE DES PAYS AFRICAINS ET JE
CROIS QUE CES EXPLICATIONS ONT PORTE. IL S'AGIT D'UNE TRANSACTION
COMMERCIALE. DANS CETTE TRANSACTION COMMERCIALE, UN CERTAIN NOMBRE DE
PAYS PROPOSAIENT LA FOURNITURE DE CENTRALES ELECTRIQUES NUCLEAIRES A
L'AFRIQUE_DU_SUD ET C'EST POUR DES RAISONS PUREMENT TECHNIQUES QUE LE
PROJET FRANCAIS A ETE PREFERE SOIT AUX PROPOSITIONS AMERICAINES, SOIT AUX
PROPOSITIONS ALLEMANDES, SOIT AUX PROPOSITIONS NEERLANDAISES. PAR CONTRE,
JE PEUX VOUS DIRE QUE TOUTES LES PRECAUTIONS ONT ETE PRISES ET SERONT PRISES
POUR QUE CETTE VENTE COMMERCIALE NE PUISSE EN AUCUNE MANIERE CONSTITUER
UN DANGER D'UNE AUTRE _NATURE POUR L'AFRIQUE OU POUR LES VOISINS DE
L'AFRIQUE_DU_SUD. C'EST AINSI QUE LES DIRECTIVES ONT ETE DONNEES AUX
NEGOCIATEURS FRANCAIS D'EXIGER ET D'OBTENIR LA TOTALITE DES GARANTIES QUI
SONT ACTUELLEMENT FIXEES PAR LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE LORSQU'IL S'AGIT
DE LA VENTE DE CENTRALES AFIN QUE CELLES-CI NE PUISSENT SERVIR
QU'EXCLUSIVEMENT A LA PRODUCTION D'ENERGIE ELECTRIQUE ET NE PUISSENT ETRE
UTILISEES NI DIRECTEMENT NI INDIRECTEMENT A D'AUTRES FINS. JE PEUX MEME VOUS
DIRE QUE J'AVAIS DONNE LA DIRECTIVE PRECISE QUE, AU CAS OU CES GARANTIES NE
SERAIENT PAS COMPLETEMENT OBTENUES, CETTE VENTE N'AURAIT PAS _LIEU
QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS AVEZ PARLE DANS VOTRE ALLOCUTION DE
JEUDI DERNIER DES INITIATIVES QUE PARIS PREND DE PART ET D'AUTRE POUR UNE
AVANCE DU DIALOGUE_NORD-SUD QUI, SEMBLE-T-IL, PIETINE DEPUIS QUELQUES TEMPS.
_COMPTEZ-VOUS, MONSIEUR LE PRESIDENT, REPRENDRE VOUS-MEME DES INITIATIVES
POUR RELANCER UN DIALOGUE DONT VOUS ETES, ON L'A RAPPELE JEUDI DERNIER, UN
DES PLUS ARDENTS PROPAGANDISTES ? LE PRESIDENT.- TECHNIQUEMENT, CELA N'EST
PAS POSSIBLE QUE JE PRENNE DES INITIATIVES A CET EGARD PUISQU'EN-RAISON DES
SUJETS TRAITES, VOUS SAVEZ QUE LA FRANCE PARTICIPE A CE DIALOGUE PAR
L'INTERMEDIAIRE DE LA COMMUNAUTE_ECONOMIQUE_EUROPENNE, IL N'Y A PAS DE
DELEGATION FRANCAISE QUI SIEGE DANS CETTE CONFERENCE, IL Y A UNE DELEGATION
DE LA COMMUNAUTE_ECONOMIQUE_EUROPENNE. DONC NECESSAIREMENT NOUS
RESPECTONS CETTE REGLE ET NOS INITIATIVES PASSENT PAR L'INTERMEDIAIRE DE LA
CEE. VOUS AVEZ NOTE, D'AILLEURS LE PRESIDENT BONGO Y A FAIT ALLUSION DANS
SON DISCOURS L'AUTRE SOIR, QU'ACTUELLEMENT IL Y AVAIT DES DIFFICULTES
PORTANT SUR DEUX POINTS : COMMENT LES CHOSES SE SONT-ELLES PASSEES ? IL
AVAIT D'ABORD ETE PREVU QUE DES REUNIONS SE TIENDRAIENT AU NIVEAU DES
HAUTS FONCTIONNAIRES, POUR PREVOIR LE CALENDRIER DE TRAVAIL DE LA
CONFERENCE POUR L'AUTOMNE. ET CES HAUTS FONCTIONNAIRES ONT ETABLI UN
CALENDRIER DE TRAVAIL MAIS N'ONT PAS TROUVE DE SOLUTION SATISFAISANTE SUR
L'APPROCHE DES DEUX PROBLEMES. UN DE CES PROBLEMES ETANT CELUI DE LA
GARANTIE DES RESSOURCES QUE LES PAYS EN DEVELOPPEMENT TIRENT DE LEURS
EXPORTATIONS. SANS DOUTE D'AILLEURS CE CALENDRIER DE TRAVAIL AURAIT-IL PU
ETRE ETABLI PLUTOT AU NIVEAU POLITIQUE QU'AU NIVEAU DES HAUTS
FONCTIONNAIRES MAIS DEPUIS QUE CETTE DIFFICULTE A ETE RENCONTREE, LES DEUX

CO-PRESIDENTS DE LA CONFERENCE SE SONT REUNIS ET, NOUS-MEMES, NOUS AVONS PRIS A BRUXELLES UN CERTAIN NOMBRE D'INITIATIVES POUR TENTER DE TROUVER UNE FORMULATION PERMETTANT LA POURSUITE DES TRAVAUX D'UNE PART SUR CE POINT C'EST-A-DIRE CE QUI PEUT ETRE FAIT POUR MIEUX ASSURER LES RESSOURCES QUE LES PAYS EN DEVELOPPEMENT TIRENT DE LEURS VENTES A L'EXTERIEUR ET SUR LE SECOND POINT, POINT SUR LEQUEL JE REVIENDRAI D'AILLEURS TOUT A L'HEURE. IL SEMBLE QUE LES CO-PRESIDENTS AIENT A L'HEURE ACTUELLE DEGAGE LES ELEMENTS D'UNE APPROCHE ECONOMIQUE ET ON PEUT DONC PENSER QUE LES TRAVAUX REPRENDRONT NORMALEMENT A L'AUTOMNE.

REPOSE. LE DEUXIEME POINT EST UN POINT DE CARACTERE MONETAIRE ET C'EST LA MANIERE DONT DEVRAIENT ETRE TRAITES LES PROBLEMES LIES AU POIDS DE L'ENDETTEMENT DES PAYS EN DEVELOPPEMENT. NOUS AVONS PROPOSE DES FORMULES A NOS PARTENAIRES EUROPEENS QUI ONT ETE APPROUVEES AU-SEIN D'UN CONSEIL DES MINISTRES QUI S'EST TENU LA SEMAINE DERNIERE. NATURELLEMENT IL FAUT ENCORE QUE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE OBTIENNE L'ACCORD DE SES AUTRES PARTENAIRES INDUSTRIALISES. MAIS JE CROIS QUE LA FORMULE QUI A ETE PROPOSEE EST SANS DOUTE DE NATURE A PERMETTRE UTILEMENT LA POURSUITE DU DIALOGUE. DIALOGUE NORD-SUD.

TERRITOIRE D'OUTRE-MER. QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, AU MOMENT OU LE TERRITOIRE FRANCAIS DES AFARS ET DES ISSAS DJIBOUTI S'APPRETE A ACCEDER A L'INDEPENDANCE, L'OPINION PUBLIQUE AFRICAINE VEUT SAVOIR SI LES BASES MILITAIRES FRANCAISES DANS CE TERRITOIRE, SERONT INTERDITES UNE FOIS QUE CE TERRITOIRE AURA ACQUIS L'INDEPENDANCE ? LE PRESIDENT.- LE TERRITOIRE FRANCAIS DES AFARS ET DES ISSAS, COMME SON NOM L'INDIQUE EST, A L'HEURE ACTUELLE, UN TERRITOIRE DE SOUVERAINETE FRANCAISE, ET DONC, VOUS POURRIEZ IMAGINER QUE JE NE REPONDE PAS A CETTE QUESTION SUR LE SOL D'UN PAYS ETRANGER QUOIQUE AMI. MAIS ENFIN, CE TERRITOIRE EST EN AFRIQUE, ET DONC, JE PEUX VOUS DIRE UN MOT A CE SUJET : UN NOUVEAU GOUVERNEMENT A ETE CONSTITUE DANS LE TERRITOIRE FRANCAIS DES AFARS ET DES ISSAS, J'EN AI RECU, AVANT DE PARTIR, MERCREDI APRES-MIDI, LE NOUVEAU PRESIDENT. C'EST UN GOUVERNEMENT DE COALITION DANS LEQUEL ON RETROUVE A LA FOIS LES DIFFERENTES ETHNIES ET LES DIFFERENTES TENDANCES ET C'EST UN GOUVERNEMENT QUI DOIT PREPARER LA CONSULTATION DE LA POPULATION DU TERRITOIRE, SUR LE PRINCIPE DE L'INDEPENDANCE, CONSULTATION QUI NORMALEMENT DEVRAIT INTERVENIR TOUT AU DEBUT DE L'ANNEE PROCHAINE, ET QUI DEVRA ENSUITE ORGANISER L'ELECTION D'UNE ASSEMBLEE DE TYPE CONSTITUANTE, QUI DEVRA DEFINIR L'ORGANISATION POLITIQUE DU NOUVEL ETAT. LE PROBLEME DE LA SECURITE EXTERIEURE DE CET ETAT RESTERA ASSUREMENT POSE A RAISON DE SA SITUATION ET DE L'EQUILIBRE NECESSAIRE QUI DOIT ETRE MAINTENU, AINSI QUE DES GARANTIES QUI DOIVENT ETRE DONNEES A TOUS LES PAYS QUI UTILISENT DANS LEUR VIE ECONOMIQUE CE PORT QUE CONSTITUE LE PORT DE DJIBOUTI. C'EST POURQUOI LA FRANCE EST PRETE A REPENDRE AUX DEMANDES QUI LUI SERAIENT PRESENTEES PAR LES NOUVELLES AUTORITES DE L'ETAT. IL LE FERA, NATURELLEMENT, SUIVANT LES REGLES EN VIGUEUR VIS-A-VIS D'UN ETAT ET DONC DANS LE RESPECT DE LA SOUVERAINETE DU NOUVEL ETAT.

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, PARMI LES PROJETS DE DEVELOPPEMENT DU GABON, IL Y A DEUX PROJETS QUI SONT IMPORTANTS : LE TRANS-GABONNAIS ET LE BARRAGE DE POUBARA. EST-CE QUE VOUS POUVEZ D'ORES ET DEJA NOUS DIRE QUELLE SERA L'IMPORTANCE DU CONCOURS QUE LA FRANCE EST PRETE A APPORTER POUR LA REALISATION DE CES DEUX PROJETS ? LE PRESIDENT.- A PROPOS DE L'UN DES PROJETS, VOUS LE CONNAISSEZ PUISQUE NOTRE EFFORT A DEJA ETE DECIDE POUR LA PARTIE EN-COURS : A L'HEURE ACTUELLE, IL EXISTE DES PERSPECTIVES DE

PROLONGATION DE CET OUVRAGE, MAIS NOUS N'AVONS PAS JUSQU'A PRESENT, ETE SAISIS DE DEMANDES CHIFFREES, DONC C'EST LE MONTANT DE LA CONTRIBUTION QUE VOUS CONNAISSEZ QUI RESTE LA BASE DE NOTRE CONTRIBUTION AU TRANS-GABONAIS. POUR L'USINE, POUR LA CENTRALE PLUTOT DE POUBARA, QUE J'AI SURVOLEE CE MATIN, NOUS AVONS SURVOLE D'ABORD LA CENTRALE QUI EST EN SERVICE ET QUI EST CELLE QUI ASSURE LA FOURNITURE DE L'ELECTRICITE DE FRANCEVILLE ET DE SA REGION. MAIS IL Y A UNE DEUXIEME BOUCLE, QUI EST SUSCEPTIBLE DE RECEVOIR UN EQUIPEMENT HYDRAULIQUE ET ELECTRIQUE BEAUCOUP PLUS IMPORTANT ET QUI POURRAIT ALORS ALIMENTER EN ELECTRICITE CERTAINES DES INDUSTRIES DE LA REGION ET NOTAMMENT LA FUTURE USINE DE FERRO-MANGANESE. JUSQU'A PRESENT LES ETUDES TECHNIQUES DETAILLEES N'ONT PAS ETE ENTREPRISES, CONCERNANT CET OUVRAGE. ALORS NOUS SOMMES TOMBES D'ACCORD AVEC LE PRESIDENT BONGO POUR QUE CES ETUDES SOIENT _ENTREPRISES ET QUE NOUS PARTICIPIONS A CES ETUDES. IL SEMBLE QUE L'ORDRE DE GRANDEUR DU COUT DU PROJET DEVRAIT ETRE COMPRIS ENTRE 1,3 ET 1,6 MILLIARD DE NOS FRANCS. C'EST SEULEMENT LORSQUE L'ON CONNAITRA DE FACON PLUS PRECISE LE COUT TOTAL DU PROJET QUE LA FRANCE POURRA FIXER SA PARTICIPATION MAIS, JE VOUS INDIQUE QUE SI LES ETUDES SE REVELENT POSITIVES, PREMIEREMENT, IL Y AURA EFFECTIVEMENT PARTICIPATION FRANCAISE, ET DEUXIEMEMENT, LA FRANCE RECHERCHERA ET AIDERA LE GABON A RECHERCHER, COMME CELA A ETE LE CAS DANS LA REALISATION DU TRANS-GABONAIS, UN CERTAIN NOMBRE DE _CONCOURS INTERNATIONAUX. LES ORDRES DE GRANDEUR , L'AFFAIRE DE POUBARA, FAIT DONC 1,3 - 1,6 MILLIARD, L'USINE DE FERRO-MANGANESE, C'EST DE L-ORDRE DE 3 A 400 MILLIONS AU POINT DE VUE DE LA CONSTRUCTION, ET LA CIMENTERIE DE NTOUM, POUR LAQUELLE UN ACCORD A ETE DONNE, EST DE L-ORDRE DE 400 MILLIONS. LES DIFFERENTS PROJETS DE COOPERATION COURANTE SONT D'UN MONTANT DE CARACTERE TECHNIQUE - ETUDES EN CE QUI CONCERNE LE RESEAU DES TRANSPORTS GABONAIS, CREATION, DEVELOPPEMENT DE L'INSTITUT POLYTECHNIQUE DE FRANCEVILLE - ET REPRESENTENT CHACUN DES ORDRES DE GRANDEUR DE PLUSIEURS MILLIONS\

`REPONSE` DONC, AU TOTAL, LES PROJETS QUI FONT L'OBJET D'ETUDES EN _COMMUN ET AUXQUELS LA FRANCE S'INTERESSE AVEC LE GABON, SONT DE L-ORDRE DE 2,3 MILLIARDS DE FRANCS. QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, AVEZ-VOUS EVOQUE LE FONDS EXCEPTIONNEL DE DEVELOPPEMENT AVEC LE PRESIDENT BONGO ? LE PRESIDENT.- OUI, JE L'AI EVOQUE SUR DEUX PLANS & VOUS SAVEZ EN EFFET QUE LE GABON, NOUS NOUS EN REJOUISSONS A ACCEPTE, DES LE DEBUT D'ETRE UN ETAT CONTRIBUTEUR DE CE FONDS, EN-RAISON DE L'IMPORTANCE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE GABONAIS ET DU NIVEAU DE SES RESSOURCES. VOUS PARLEZ DU FONDS DE DEVELOPPEMENT ? OU DU FONDS DE SOLIDARITE ? OU DES DEUX ? QUESTION.- DU FONDS DE DEVELOPPEMENT. LE PRESIDENT.- ALORS, C'EST LE FONDS DE PROMOTION DE L'AFRIQUE. PARCE QUE SUR LE FONDS DE SOLIDARITE, NOUS EN AVONS PARLE AVEC LE PRESIDENT BONGO ET NOTAMMENT POUR CONFIRMER QUE CE FONDS SERAIT OUVERT A CEUX DES PAYS DE LA ZONE FRANC QUI SOUHAITENT Y PARTICIPER OU CEUX DES PAYS QUI PARTICIPENT A LA REUNION PERIODIQUE FRANCO - AFRICAINE. VOUS SAVEZ QU'IL N'Y A PAS, EN EFFET, RECOUVREMENT ABSOLU DES DEUX CARTES, QUE LA CARTE DE LA ZONE FRANC ET QUE LA CARTE DE LA CONFERENCE FRANCO - AFRICAINE NE SONT PS IDENTIQUES EN-RAISON DE FAITS HISTORIQUES ET LE PRESIDENT BONGO ETAIT D'ACCORD AVEC MOI-MEME POUR QUE LES PAYS PARTICIPANT SOIT A L'UNE, SOIT A L'AUTRE, PUISSENT PARTICIPER A CE FONDS DE SOLIDARITE. SUR L'AUTRE FONDS, C'EST-A-DIRE, SUR LE FONDS DE PROMOTION DE L'AFRIQUE, J'INDIQUAIS AU PRESIDENT BONGO LE RESULTAT DES CONVERSATIONS QUE J'AVAIS EUES AU-COURS DE MES VOYAGES DU PRINTEMPS, NOTAMMENT EN GRANDE-BRETAGNE, EN ALLEMAGNE FEDERALE `RFA`, AUX ETATS-UNIS D'AMERIQUE, OU J'AVAIS RENCONTRE PARTOUT UN ACCORD DE DDINCIDE FAVORABLE I A FRANCE A DEFINI UNE DDEFMIEDE DEFINITION DE

ACCORD DE PRINCIPLE FAVORABLE. LA FRANCE A REU UNE PREMIERE REUNION DE TECHNICIENS, C'EST-A-DIRE AU NIVEAU DES DIRECTEURS DES AFFAIRES ECONOMIQUES DES PAYS CONCERNES POUR EXAMINER LES PROBLEMES DE PROCEDURE ET D'ALIMENTATION DE CE FONDS ET, JE PENSE QUE NOUS DEVRIONS POUVOIR PASSER PROCHAINEMENT A UNE PHASE PLUS PRECISE D'ORGANISATION

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, AU PROGRAMME DE VOS DEPLACEMENTS ANNUELS, VOUS L'AVEZ PRECISE, VOUS NE DEVEZ VISITER OFFICIELLEMENT QU'UN PAYS AFRICAIN, CETTE ANNEE, LE GABON. QUEL EST LE PAYS QUI VOUS ACCUEILLERA EN 1977 ? LE PRESIDENT.- POUR L'INSTANT, CE N'EST PAS FIXE. EN 1977, VOUS AVEZ PREVU QUE NOUS AYIONS LA CONFERENCE FRANCO - AFRICAINE AU SENEGAL, MAIS JE DIRAIS, A CE MOMENT-LA, CE N'EST PAS LA VISITE D'UN ETAT AFRICAIN, C'EST UNE CONFERENCE, COMME CELLE QUI S'EST TENUE A PARIS. J'AI RECU UN CERTAIN NOMBRE D'INVITATIONS D'ETATS AFRICAINS, MAIS C'EST AU DEBUT DE 1977 QUE J'ETABLIRAI MON PROGRAMME

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, A PROPOS DU FONDS DE SOLIDARITE, AVEZ-VOUS ABORDE AVEC LE PRESIDENT BONGO LE PROBLEME DU MAINTIEN OU DU RETRAIT DU GABON A LA COMPAGNIE AIR-AFRIQUE ? LE PRESIDENT.- LE PRESIDENT BONGO M'A FAIT PART DE SES REFLEXIONS, DE SES PREOCCUPATIONS A CET EGARD ET C'EST UN PROBLEME QUI N'EST PAS BILATERAL, QUI N'EST PAS FRANCO - GABONAIS, ET DONC LE PRESIDENT BONGO M'A INFORME DE L'ETAT DE SES REFLEXIONS, JE N'AVAIS PAS A EN DISCUTER AVEC LUI

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS AVEZ RECU, IL Y A QUELQUES JOURS, LE PRESIDENT AHIDJO DE LA REPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN ET LE GABON EST UN PARTENAIRE DE L'UNION DOUANIERE ET ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE. PEUT-ON PENSER QUE DANS LE CADRE DES DISCUSSIONS, CERTAINS DES PROJETS QUE VOUS ENVISAGEZ CONCERNENT LES ETATS LIMITOPHES DU CAMEROUN ? LE PRESIDENT.- NON, NOUS AVONS PARLE DES PROBLEMES FRANCO - GABONAIS, NOUS N'AVONS PAS PARLE DES PROBLEMES CAMEROUNO - GABONAIS. SIMPLEMENT, CE QUE J'AI DIT TOUT A L'HEURE, CONCERNANT LE FONCTIONNEMENT DU FONDS DE SOLIDARITE, INTERESSE, VOUS LE SAVEZ, LE CAMEROUN, PUISQUE LA QUESTION S'ETAIT POSEE DE SAVOIR SI, EN RAISON DE SA NON PARTICIPATION A LA CONFERENCE FRANCO - AFRICAINE, LE CAMEROUN POURRAIT OU NON FAIRE PARTIE DE CE DISPOSITIF, ET NOUS AVONS CONVENU AVEC LE PRESIDENT BONGO QUE SI TEL ETAIT LE DESIR DU CAMEROUN, IL POURRAIT EFFECTIVEMENT Y ETRE ASSOCIE

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS QUITTEZ LE GABON DEMAIN MATIN, OU ALLEZ-VOUS ? LE PRESIDENT.- JE NE VOIS PAS EN QUOI CETTE QUESTION VOUS FAIT SOURIRE, CAR DE TOUTES FACONS, J'IRAI QUELQUE PART. JE PARS DEMAIN MATIN AU ZAIRE. LORSQUE J'AI RECU LE PRESIDENT MOBUTU, AU MOIS D'AVRIL A PARIS, IL A INSISTE POUR QUE JE VIENNE LUI RENDRE UNE COURTE VISITE PRIVEE POUR FAIRE LE POINT DES CONVERSATIONS QUE NOUS AVIONS EUES L'ANNEE DERNIERE AU ZAIRE, AU COURS DE MA VISITE OFFICIELLE ET A PARIS AU MOIS D'AVRIL, PENDANT SA VISITE PRIVEE. D'AUTANT PLUS QUE L'AFRIQUE A CONNU BEAUCOUP D'EVENEMENTS DEPUIS MA VISITE DE L'ANNEE DERNIERE AU ZAIRE. JE SERAI DONC RECU DEMAIN PAR LE PRESIDENT MOBUTU POUR UNE VISITE PRIVEE QUI AURA LIEU DANS SA RESIDENCE DU NORD DU ZAIRE. APRES LA VISITE QUE JE RENDS AU PRESIDENT MOBUTU DEMAIN, JE PRENDRAI 9 JOURS DE REPOS AVANT DE REGAGNER L'ELYSEE

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, L'AFFAIRE CLAUSTRE AVAIT QUELQUE PEU ASSOMBRI LES RELATIONS FRANCO - TCHADIENNES. MAINTENANT QUE CES RELATIONS SONT REDEVENUES SAINES, AVEC LA MEDIATION DU GABON, LE GOUVERNEMENT FRANCAIS LAISSERA-T-IL ETERNELLEMENT MADAME CLAUSTRE AUX MAINS DES REBELLES TOUBOUS ? LE PRESIDENT.- JE PARLERAI ICI DES PROBLEMES FRANCO - GABONAIS. PAS DE COMMENTAIRES. QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT LA PRESSE GABONAISE VOUS REMERCIE.

